



La journée de grève du 13 janvier 2022 a donc été un succès.

Conséquemment, à quelques mois de l'élection Présidentielle, l'inquiétude s'est immiscée dans les hautes sphères qui se sont enfin souvenues qu'à l'Éducation nationale il y a... un million d'électeurs.

Certains se sont donc empressés de faire amende honorable et de proposer quelques mesurette de circonstance pour tenter de courtiser le "un million".

A ces repentis, le SENRES tient à rappeler que :

- 23% de perte de pouvoir d'achat pour les agents de l'Education nationale depuis l'an 2000 (cf. rapport de la Commission des finances du Sénat), c'est 30% d'augmentation pour compenser...
- Les conditions de travail ne cessant de se dégrader, il est temps d'abandonner cette obsession du *new management* à la Thatcher et sa sur-communication aux vues purement électoralistes.
- Le Grenelle de l'Education n'a en rien revalorisé la considération pour celles et ceux qui, depuis deux ans, sont en première ligne sur le front d'une "guerre" qui, pour eux, a tout d'une Bérézina.
- Les discours triomphants sur l'Éducation nationale sont tous désavoués par les enquêtes PISA, OCDE, etc., qui ne cessent de souligner le recul de la France dans les classements internationaux.
- Et surtout, que cinq années d'habillage politique, de mépris et de duplicité ne s'effaceront pas en quelques jours avec des mesurette et un *mea culpa* très opportunistes.

Voici cinq ans, un autre Président n'a même pas pu se représenter à sa propre réélection.

En partie, parce que lui aussi avait eu le tort, durant son mandat, de ne pas considérer suffisamment les personnels de l'Éducation nationale qui, pourtant, historiquement, étaient majoritairement acquis à sa cause et à celle de son parti politique désormais relégué au statut de figurant.

Un million d'électeurs, c'est plus de 2% des 48 millions de Français inscrits sur les listes électorales, soit suffisamment pour faire basculer une élection Présidentielle.

Il est donc grand temps d'annoncer, pour le quinquennat à venir, un changement radical de politique à l'Éducation nationale pour, enfin, satisfaire les légitimes revendications de ses personnels.

Dans le cas contraire, le "un million" pourrait bien considérer que, à défaut de changer de politique, il faut changer de Président.

**Le SENRES**

[www.senres.org](http://www.senres.org)